

PROPOSITION DE CCD INGENIEUR DE RECHERCHE de 12 mois (renouvelable pour 6 mois) : Contribution à la gestion intégrée de l'eau sur les nappes littorales de l'Orb et de l'Astien (Hérault)

Contexte :

Le CEMAGREF (www.cemagref.fr), organisme de recherche appliquée dans le domaine de l'eau et des territoires et LISODE (www.lisode.com), entreprise innovante spécialisée dans les outils participatifs et la médiation, coordonnent un projet de recherche du programme LITEAU III du MEEDDM intitulé

"Vers une gestion intégrée des masses d'eau côtières de l'Ouest Hérault :
Outils de gestion et nouveaux modes de gouvernance"

Ce projet implique aussi deux collectivités gestionnaires des nappes de l'Orb et de l'Astien, ainsi que le Centre de Gestion Scientifique de Mines Paris Tech.

Résumé du projet : *La gestion de l'eau continentale en zone littorale méditerranéenne associe les enjeux classiques de gestion des ressources communes (négociation entre usages, durabilité de l'exploitation en termes quantitatif et qualitatif) à des enjeux côtiers particuliers caractérisés par des écosystèmes sensibles, entre terre et mer, soumis à une forte pression anthropique. Elle s'opère actuellement par la juxtaposition des dispositifs de gestion de l'eau et des territoires (SAGEs, SCOTs) mais doit aussi s'articuler avec d'autres dispositifs spécifiques aux zones littorales (SMVMs) ou aux milieux à fort enjeux écologiques (Zones Natura 2000). La coordination entre ces dispositifs administrativement indépendants est cruciale pour gérer d'une manière cohérente les enjeux liés à la gestion des ressources en eau et des espaces littoraux. Cette coordination nécessite la mise en place de nouveaux modes de gouvernance qui restent en grande partie à développer. Le projet « InterInstitution » propose de travailler sur cette problématique sur un terrain qui illustre parfaitement la complexité du système d'eau continentale en zone littorale méditerranéenne : celui de la nappe de l'Astien dans l'Ouest Hérault. S'inscrivant dans une démarche de recherche intervention, ce projet vise une contribution simultanée aux connaissances fondamentales sur la coordination interinstitutionnelle et outils de gestion associés, et à l'action en société en impliquant les partenaires dans un processus de changement au sein et entre leurs institutions. Une approche de modélisation participative sera mobilisée.*

Profil du poste :

L'ingénieur devra contribuer au déroulement de l'ensemble du projet qui se décompose de la manière suivante :

Diagnostic : La question posée est celle de la coordination de la politique de gestion de l'eau avec deux illustrations : (i) l'utilisation des deux nappes Orb et Astien, notamment en situation de pénurie (délestage entre les nappes, et gestion de crise), (ii) intégration des enjeux des masses d'eau côtières dans des dispositifs jusqu'à présent centrés sur les enjeux continentaux.

Cette identification s'appuiera sur une phase d'analyse bibliographique et d'état de l'art (Tâche 1) et sur une phase de diagnostic participatif (entretien avec les différentes parties prenantes et atelier de modélisation participative) (Tâche 2).

Cette étape permettra de caractériser les différents systèmes physiques et sociaux considérés ainsi que leurs interactions. Les 3 types de connaissances et d'hypothèses produits - physique, institutionnel et politique - pourront être formalisés dans un modèle conceptuel unique (UML ou autres formalismes). Ce modèle n'aura pas vocation à exhaustivité, il servira, de support consensuel pour formaliser les modes de gestion actuels, et leurs interdépendances (quelles actions mises en œuvre par quels acteurs conditionnent l'usage commun des ressources ; quelles décisions mises en œuvre par quels acteurs contraignent les modes de gestion des autres). Ce travail devra permettre de faire la synthèse des connaissances et des savoirs d'experts sur les modes de gestion existants, leurs interactions et leurs effets pervers, et permettra d'identifier les points clés des dispositifs en œuvre sur lesquels le reste de la démarche sera appliquée.

Développement, test virtuel et évaluation d'options alternatives : (Tâche 3) Cette tâche vise à confronter les outils alternatifs identifiés lors du diagnostic avec les contextes d'utilisation particuliers de l'étude de cas. Dans l'optique d'améliorer la gouvernance, on travaillera en priorité sur les liens manquants : on peut s'attendre par exemple à ce que des relations de dépendance physique (entre prélèvement et nappes, entre prélèvements et qualité des écosystèmes littoraux...) ne soient prises en compte ni dans les institutions ni dans les outils en place. Il faudra alors proposer des instruments capables de rendre compte de ces interdépendances, la contrainte physique et de la gérer collectivement.

Cette confrontation suivra un schéma de test virtuel de solution. Les outils alternatifs proposés seront ainsi déployés dans une situation virtuelle (jeu de rôle ou exercice de simulation politique) de prise de décision / concertation, entre les acteurs réels, avec à la clé, une évaluation de leur pertinence d'utilisation, légitimité, etc.

Evaluation : (Tâche 4) Cette tâche vise à recueillir les informations pertinentes et valoriser l'expérience de différentes manières : (1) en produisant des connaissances pointues sur le processus suivi, les outils mobilisés et les résultats produits ; (2) en effectuant un changement d'échelle pour apporter de la genericité aux résultats de la recherche ; et (3) en disséminant les résultats pertinents au terme du projet, principalement auprès des décideurs locaux.

Nous testerons en quoi le mode de construction de ces outils, en l'occurrence une démarche participative, conditionne le succès des outils mis en œuvre in fine, notamment en créant des connaissances et des procédures nouvelles légitimes.

Concrètement pour l'ingénieur de recherche, il s'agira de :

- s'approprier le contexte local et les approches théoriques par une première étape bibliographique,
- participer à la recherche et à l'analyse de cas similaires de gestion intégrée à un niveau supra-SAGE,
- participer à la récolte de l'information sur les institutions en place, et à des entretiens ciblés,
- analyser les outils de coordination disponibles et utilisés,
- synthétiser le diagnostic,
- participer à la mise en œuvre des ateliers participatifs et à leur exploitation pour proposer de nouveaux outils de gestion.
- participer à la rédaction d'articles scientifiques.

Si le contrat est prolongé 6 mois de plus, l'ingénieur contribuera également à l'analyse réflexive du dispositif participatif mis en œuvre et à la généralisation des résultats.

Localisation

Le poste est localisé au Cemagref, centre de Montpellier (Agropolis), au sein de l'UMR Gestion de l'Eau Acteurs Usages, en lien avec LISODE.

Le poste sera encadré par Lætitia Guérin-Schneider, chercheur en science de gestion et Mathieu Dionnet, consultant spécialisé dans la participation, qui l'aideront directement à la réalisation de sa tâche.

Période et durée :

Le contrat pourra commencer en février ou mars 2010 pour une durée de 12 mois. Le contrat pourra être reconduit pour 6 mois supplémentaires en fonction des financements obtenus (demandes en cours d'instruction).

Qualités attendues :

Le ou la candidate devra être capable d'organiser son travail avec une certaine autonomie.

Il devra être habitué à travailler avec des collectivités locales et capable de réaliser des entretiens ou de conduire des réunions (qualité de communication, clarté...).

Il devra être sensibilisé à la gestion publique et connaître en particulier le contexte de la gestion de l'eau.

Dans la mesure où le projet mobilisera des approches de modélisation participative et jeux de rôles, des compétences en informatique - modélisation et en animation de groupe seraient un plus.

Il devra enfin maîtriser la rédaction scientifique.

Permis de conduire nécessaire (déplacements).

Salaire :

Le salaire est fixé en référence à la grille "ingénieur de recherche" (Décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 - Art.78), soit au premier échelon 22 700 € brut/an plus primes (environ 4 500 € bruts par an). L'ancienneté pourra être prise en compte, sous certaines conditions. Les déplacements sont pris en charge.

Envoyer CV et lettre de motivation à :

L. Guérin-Schneider et M. Dionnet : laetitia.guerin-schneider@cemagref.fr ou mathieu.dionnet@lisode.com

Pour toute information complémentaire, ne pas hésiter à nous contacter !